

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE
De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement, 1280 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire zitting van 3 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202332]

29 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, l'article 12bis, alinéa 6, inséré par le décret du 19 mars 2009 ainsi que l'article 13, alinéa 2, remplacé par le décret du 19 mars 2009;

Vu le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, l'article 9, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, l'article 10, § 4;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé: S.A.A.C.E.), l'article 6, § 3, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 61;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, l'article 17, § 4, modifié par le décret du 26 mai 2016;

Vu le rapport du 30 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 novembre 2018;

Vu l'avis n° 1403 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 14 janvier 2019;

Vu l'avis n° 21/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 22 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Titre I^{er}. — Définitions et protection des données à caractère personnel

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en partie, des matières visées à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution, en application de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Ministre : le Ministre qui a l'Emploi et la Formation dans ses attributions;

2^o l'Administration : le Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

3^o le Forem : l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

4^o l'Inspection : le Département de l'Inspection du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

5^o le bénéficiaire : le bénéficiaire de la subvention.

Dans le cadre de subventions versées en vertu du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, l'Administration visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est le Forem.

Art. 3. Le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche est responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre de subventions versées en vertu du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les responsables du traitement sont, chacun pour ce qui le concerne, Le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche et le Forem pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté et qu'ils gèrent respectivement.

Le bénéficiaire s'adresse au responsable du traitement pour exercer ses droits prévus aux articles 12 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 précité.

Art. 4. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, l'Administration et l'Inspection conservent les données à caractère personnel relatives à une subvention durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à ce que les voies de recours soient éteintes.

Titre II. — Principes généraux

Art. 5. Le bénéficiaire :

1^o respecte les dispositions du Code de droit économique en matière de comptabilité et, notamment, de l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique, notamment en organisant une comptabilité qui est appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités et conforme aux dispositions légales particulières qui le concerne;

2^o prévoit l'inscription sans retard de l'ensemble de ses opérations, de manière fidèle et complète, par ordre de dates et appuyée par une pièce justificative datée, numérotée et lisible;

3^o intègre un système de comptes distincts pour chacune de ses activités dans le cas où il poursuit des activités distinctes;

4^o garantit la conservation des pièces comptables pendant une durée conforme aux dispositions légales particulières qui le concerne;

5^o respecte la réglementation en matière de marchés publics;

6^o respecte la réglementation en matière d'aides d'Etat;

7^o respecte les principes de bonne gestion financière, notamment d'économie et de rapport entre coût et efficacité;

8^o respecte les réglementations générales et spécifiques qui organisent la subvention ou les subventions dont il bénéficie;

9^o garantit l'absence de tout conflit d'intérêt;

10^o garantit l'absence de tout double subventionnement, public ou privé.

Tout bien financé, en tout ou partie, par les pouvoirs publics ne peut faire l'objet d'une donation, d'une vente, d'un bail emphytéotique ou d'une mise à disposition sans l'accord préalable du Ministre, qui peut en définir les limites et conditions.

Art. 6. La charge de la preuve du respect des dispositions des articles 5, 7 et 8, de l'article 9, alinéa 1^{er} et des articles 12, 16, 20 et 21 incombe au bénéficiaire.

Le bénéficiaire est responsable de la mise en œuvre des procédures permettant de vérifier qu'il respecte les règles visées à l'alinéa 1^{er}.

En cas de contrôle, il appartient au bénéficiaire de démontrer qu'il a mis en œuvre de telles procédures et qu'il assume le contrôle du respect de ces procédures par ses employés.

En cas de non-respect d'un ou de plusieurs principes prévus à l'alinéa 1^{er}, l'Administration exige le remboursement de tout ou partie de la subvention concernée.

Art. 7. Sont exclusivement admises à charge de la subvention, les dépenses :

1^o qui ont un lien direct avec l'action pour laquelle la subvention est octroyée;

2^o qui n'excèdent pas les coûts réels engendrés par l'action subventionnée;

3^o dont a été déduite toute récupération, en lien avec l'action subventionnée;

4^o qui se rapportent à la période couverte par la subvention;

5^o qui ont fait ou feront l'objet d'un paiement par le bénéficiaire.

Art. 8. Les dépenses prises en charge dans le cadre de la subvention portent sur des frais :

1^o de personnel;

2^o de prestations externes;

3^o de fonctionnement;

4^o d'investissement, au prorata du montant correspondant à la valeur de l'amortissement annuel établi conformément à la législation fiscale, sauf justification acceptée par l'Administration d'une durée de vie inférieure.

Pour chacune des catégories visées à l'alinéa 1^{er}, les dépenses éligibles sont décrites de façon limitative au Titre 3 du présent arrêté.

Toute dépense à caractère exceptionnel ne pourra éventuellement être prise en charge que moyennant un accord préalable de l'Administration.

Toute demande d'accord préalable en lien avec une dépense est introduite au minimum un mois avant l'engagement de la dépense. Sans décision de l'Administration dans les trente jours, la dépense est réputée approuvée.

Art. 9. Lorsque le bénéficiaire mène plusieurs actions, il détermine pour chacune d'entre elles, selon une méthode de calcul répondant à des critères objectifs et dûment justifiés, le pourcentage d'affectation :

- des frais de personnel;
- de prestations externes;
- des frais de fonctionnement selon leur nature;
- de chaque bien d'investissement.

Les critères objectifs évoqués à l'alinéa 1^{er} peuvent être précisés par le Ministre.

Les clés d'affectation sont transmises par le bénéficiaire en même temps que les documents nécessaires à la liquidation du solde de leur subventionnement.

L'Inspection vérifie la pertinence des clés d'affectation appliquées à chaque catégorie de dépense et en applique une autre qu'elle estime dûment justifiée le cas échéant.

Art. 10. Toute dépense doit être justifiée par une pièce.

La pièce doit être lisible entièrement, de sorte qu'apparaissent notamment les éléments suivants :

- 1° la date;
- 2° le numéro;
- 3° les coordonnées du fournisseur ou prestataire;
- 4° l'objet;
- 5° le montant.

Lorsqu'une pièce comptable ne comporte pas les mentions suffisantes pour prouver le lien entre la dépense et l'activité subventionnée, elle doit être accompagnée de documents probants complémentaires.

Lorsque des salaires sont présentés à la subvention, la copie du compte individuel annuel incluant les cotisations patronales et émanant d'un secrétariat social vaut comme pièce.

Le bénéficiaire établit et conserve un tableau d'amortissement global pour l'ensemble de ses biens d'investissement liés à la subvention.

Les pièces et leurs numéros comptables font l'objet d'un relevé sous la forme d'un tableau transmis à l'Administration qui respecte, s'il échet, les modalités prévues dans la réglementation spécifique qui organise la subvention.

Afin de permettre le contrôle, l'original de toute pièce justificative probante est conservé et mis à disposition de l'Administration et de l'Inspection sur simple demande.

Titre III. — Dépenses éligibles

CHAPITRE I^{er}. — Frais de personnel

Art. 11. Seuls sont éligibles :

- 1° la rémunération brute du membre du personnel;
- 2° les cotisations O.N.S.S. patronales, correspondant au montant de la rémunération brute du membre du personnel;
- 3° les frais de déplacement domicile-lieu de travail rendus obligatoires, dans les limites prévues par les commissions paritaires et les conventions collectives de travail du secteur concerné;
- 4° la quote-part patronale des chèques-repas;
- 5° les avantages extra-légaux prévus par les commissions paritaires et conventions collectives de travail du secteur concerné;
- 6° les indemnités de dédit dans la mesure où l'Administration les a préalablement autorisées sur demande motivée du bénéficiaire;
- 7° les frais de secrétariat social, de médecine du travail et les frais de gestion des chèques-repas;
- 8° les frais de formation du personnel.

Par rémunération brute du membre du personnel au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, on entend la rémunération fixée selon les barèmes de la commission paritaire ou de la convention collective de travail du secteur concerné, barèmes appliqués dans le respect des conditions de fonction et de qualification prévues, dont le barème mensuel a été multiplié par 13,92.

On entend par membre du personnel toute personne liée par un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail.

En cas d'absence de grille barémique de la convention collective de travail intersectorielle ou de la commission paritaire, le bénéficiaire informe l'Administration de la convention collective ou de la commission paritaire à laquelle il se réfère pour déterminer les salaires. S'il ne se réfère à aucune grille barémique, les salaires mis à charge de la subvention sont ceux déterminés par la convention collective de travail 329.02 Secteur socio-culturel de la Région wallonne.

Sont exclues des conventions collectives de travail visées dans le présent article les conventions collectives de travail d'entreprise.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, est admise à charge de la subvention une majoration de vingt-cinq pour cent maximum de la rémunération brute.

Cette majoration de vingt-cinq pour cent peut être affectée à une majoration de la rémunération brute ou de tout autre avantage extra-légal, en ce compris un véhicule de fonction, prévu ou non prévu dans les commissions paritaires et conventions collectives de travail du secteur concerné.

CHAPITRE II. — Prestations externes

Section 1^{re}. — Frais de sous-traitance

Art. 12. Est exclusivement prise en charge par la subvention, toute dépense relative à une prestation de service qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

- 1° apporter une réelle plus-value à l'action subventionnée ou au fonctionnement du bénéficiaire ou être indispensable à la mise en œuvre de l'action;
- 2° être limitée dans le temps;
- 3° être détaillée en un nombre d'heures prestées et un coût horaire.

Le remboursement ou le paiement direct de tout ou partie de salaires de travailleurs mis à disposition du bénéficiaire par leur employeur effectif n'est éligible que s'il s'agit d'un cas autorisé par la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire, et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Section 2. — Volontariat et travail associatif

Art. 13. Les deux types de défraiements admis dans le cadre du volontariat sont les frais réels ou le forfait. Le bénéficiaire choisit l'un de ces types de paiement.

Le remboursement des indemnités forfaitaires ou des frais réels est admissible à concurrence des plafonds fixés par la loi.

Art. 14. L'indemnité pour le travail associatif visée à l'article 12 de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale, est admissible à concurrence du plafond fixé par la loi précitée.

Section 3. — Administrateurs

Art. 15. Sont uniquement prises en charge dans le cadre de la subvention :

1° les indemnités kilométriques pour des frais de mission justifiés par l'action à concurrence des montants admis par le Service Public Fédéral Finances, revus annuellement au 1^{er} juillet et publiés au *Moniteur belge*;

2° la prime d'assurance en responsabilité civile administrateur.

CHAPITRE III. — Frais de fonctionnement

Art. 16. Sont éligibles, à leur coût réel, les frais suivants :

1° les frais de location d'immeubles;

2° les frais d'événement de type exceptionnel, moyennant une demande préalable auprès de l'Administration. Cette demande est accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé par poste et est introduite au minimum trois mois avant la date prévue dudit événement;

3° les frais de location et de leasing de machines, outillages et autres équipements nécessaires à la réalisation de l'action;

4° les frais d'achat de petits matériels ou équipements, en ce inclus les smartphones, dont la valeur est inférieure à 1.000 euros H.T.V.A.;

5° les frais d'assurance;

6° les frais de carburant, d'entretien et de réparation relatifs aux véhicules;

7° les taxes légalement et effectivement supportées par le bénéficiaire;

8° les frais suivants dus aux stagiaires éligibles bénéficiant de formations subventionnées :

a) les défraiements à concurrence du montant fixé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle et dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par le Forem;

b) les frais de déplacement dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par le Forem;

9° pour les centres d'insertion socioprofessionnelle développant des filières de formation par le travail, les achats de matériel et de matières premières.

Au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, on entend par frais de location d'immeubles, les frais de location, hormis les impôts, taxes et travaux incombant au bailleur en vertu de l'annexe 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2018 fixant les modèles-type de baux, d'état des lieux d'entrée, de pacte de colocation ainsi que la liste non limitative des réparations locatives en exécution du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et ce, quelles que soient les stipulations du contrat de bail. Ces frais comprennent les frais d'entretien des locaux, de gaz, d'électricité, d'eau et de chauffage.

Les loyers et les charges locatives sont en adéquation avec les prix en vigueur sur le marché eu égard à la situation géographique et à la superficie des biens loués. Seule la partie du loyer correspondant au prix du marché est éligible. Les loyers ou charges locatives faisant l'objet d'une refacturation de frais internes ou externes sont réputés inéligibles.

Art. 17. Sont admis à charge de la subvention, à concurrence d'un montant total forfaitaire correspondant à cinq pourcent du montant de la subvention, les frais de fonctionnement suivants :

1° vêtements de travail et leur entretien;

2° missions du personnel;

3° fournitures de bureau;

4° frais postaux;

5° imprimés et publications;

6° documentation;

7° connexion internet;

8° abonnements de téléphonie fixe et mobile;

9° cotisations versées à toute fédération;

10° site internet et publicités;

11° matériel promotionnel;

12° réception et représentation;

13° gestion de comptes bancaires, en ce compris les frais d'ouverture de compte;

14° frais relatifs aux stagiaires éligibles;

15° cantine.

La liste des frais de fonctionnement couverts est conservée et mise à la disposition de l'Administration et de l'Inspection sur simple demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire peut opter pour une déclaration de ses frais réels avec un plafond de dix pour cent de la subvention. Une fois cette option choisie, sauf dérogation accordée par l'Administration, le bénéficiaire ne pourra plus recourir au forfait pour les cinq exercices suivants.

Art. 18. Lorsque le bénéficiaire est non assujéti à la T.V.A., les dépenses imputées au projet se font T.V.A. comprise.

Lorsque le bénéficiaire est assujéti ordinaire à la T.V.A., les dépenses imputées au projet se font hors T.V.A.

Lorsque le bénéficiaire est assujéti mixte ou partiel à la T.V.A., les dépenses imputées au projet se font T.V.A. comprise, totalement ou partiellement au prorata de la T.V.A. non récupérable sur la dépense réalisée.

CHAPITRE IV. — *Investissements*

Art. 19. Est admis à charge de la subvention, moyennant l'accord préalable de l'Administration et aux conditions qu'elle fixe à cette occasion, le montant des amortissements et les charges financières relatifs aux acquisitions de biens immeubles, aux aménagements de structure intérieure ou extérieure, aux rénovations ou aux réparations nécessaires à l'action subventionnée.

Art. 20. Sont admis à charge de la subvention, au prorata de leur affectation à l'action subventionnée :

1° le montant de l'amortissement et les charges financières relatifs à l'achat de véhicules de service neufs ou d'occasion;

2° le montant de l'amortissement et les charges financières relatifs à l'achat de véhicules de fonction neufs ou d'occasion.

Concernant les véhicules de service visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, leur utilisation fait l'objet d'un carnet de route reprenant le détail des déplacements ainsi que les missions s'y rapportant. Le kilométrage du véhicule est renseigné au début de chaque année civile. Les véhicules visés ne sont en aucun cas utilisés à des fins privées.

Concernant l'achat de véhicules de fonction visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, le bénéficiaire déclare cet avantage de toute nature via la fiche fiscale 281 ou réclame une participation financière de son travailleur dans les frais de véhicule.

L'acquisition de véhicules d'occasion est effectuée à un prix d'achat correspondant à la valeur du marché.

Art. 21. Est également éligible, au prorata de l'affectation à l'action subventionnée, le montant de l'amortissement et les charges financières relatifs à l'acquisition de biens durables neufs ou d'occasion d'un montant supérieur à 1.000 euros HTVA.

L'acquisition de matériel d'occasion est effectuée à un prix d'achat correspondant à la valeur du marché.

Art. 22. En cas de perte, de vol ou de bris d'un bien visé à l'article 20 non couvert par une assurance ou par un tiers, le solde subsistant de dotation d'amortissement est pris en charge par la subvention. Une déclaration de vol ou de perte est établie et présentée par le bénéficiaire à la demande de l'Administration ou de l'Inspection.

CHAPITRE V. — *Bénéfice raisonnable et fonds affectés*

Art. 23. § 1^{er}. Si le résultat de l'exercice est positif, le bénéficiaire peut mettre en réserve, après avoir apuré les pertes reportées éventuelles, un bénéfice raisonnable au passif du bilan dans des fonds affectés afin de concourir à réaliser l'action subventionnée. Le solde éventuel sera déduit des plus prochains versements de la subvention.

Le bénéfice raisonnable visé à l'alinéa 1^{er} correspond à maximum trois pour cent du montant de la subvention et est égal ou inférieur au résultat de l'exercice.

Si le montant des dépenses éligibles est inférieur au montant théorique de la subvention, le solde visé à l'alinéa 1^{er} correspond au solde, déduction faite de la partie non éligible, de la subvention théorique.

§ 2. Si le résultat de l'exercice n'est pas positif, et que le montant des dépenses éligibles est inférieur au montant théorique de la subvention, par dérogation aux articles 7 et 8, le montant des dépenses éligibles est augmenté d'un montant maximum de trois pourcent de la subvention théorique et correspond à la différence entre le montant théorique de la subvention et le montant des dépenses éligibles. Ce montant est reporté à l'année N+1 et affecté à des dépenses ou mis en réserve lors de l'exercice N+1, afin de concourir à réaliser l'action subventionnée.

§ 3. Toute partie de la subvention théorique non justifiée sera déduite des plus prochains versements.

En cas de dissolution du bénéficiaire, les fonds affectés visés aux paragraphes 1 et 2 sont restitués au pouvoir subsidiant.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, si le bénéficiaire prouve que son résultat d'exercice ne découle pas de l'octroi de la subvention, en tout ou partie, le solde déduit, tel que mentionné, sera proratisé à due concurrence.

Titre IV. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entrée en vigueur de l'article 17 est fixée au 1^{er} janvier 2020. Les dépenses reprises à l'article 17 restent donc éligibles jusqu'à la date du 1^{er} janvier 2020.

Art. 25. Le présent arrêté s'applique aux dépenses encourues à partir du 1^{er} juillet 2019.

Art. 26. Le Ministre de l'Emploi et la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202332]

29 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 12bis, lid 6, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, en op artikel 13, lid 2, vervangen door het decreet van 19 maart 2009;

Gelet op het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, inzonderheid op artikel 9, lid 1;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, inzonderheid op artikel 10, § 4;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E."), inzonderheid op artikel 6, § 3, lid 1;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, inzonderheid op artikel 17, § 4, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016;

Gelet op het rapport van 30 oktober 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 november 2018;

Gelet op advies nr. 1403 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 14 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 21/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel I. — Begripsomschrijvingen en bescherming van persoonsgegevens**Artikel 1.** Dit besluit regelt gedeeltelijk aangelegenheden bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister bevoegd voor Tewerkstelling en Vorming;

2° de Administratie: het Departement Tewerkstelling en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

3° « FOREm »: de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

4° de Inspectie: het Departement Inspectie van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

5° de begunstigde: de subsidiegerechtigde.

In het kader van subsidies gestort krachtens het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, is de Administratie bedoeld in lid 1, 2°, de Dienst "Forem".

Art. 3. De Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek is verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG voor de verwerkingen van persoonsgegevens nodig voor de uitvoering van de bepalingen van dit besluit.

In afwijking van lid 1 zijn de verantwoordelijken voor de verwerking, in het kader van de subsidies gestort krachtens het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, elk wat hem betreft, de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek en "Forem" voor de verwerkingen van persoonsgegevens nodig voor de uitvoeringen van de bepalingen van dit decreet, en die zij respectievelijk beheren.

De begunstigde richt zich tot de verantwoordelijke voor de verwerking om zijn rechten, bepaald in de artikelen 12 tot 22 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679 uit te oefenen.

Art. 4. Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, en overeenkomstig artikel 5.1, e) van voornoemde Verordening (EU) 2016/679 worden de persoonsgegevens in verband met een subsidie gedurende een periode van tien jaar, te rekenen van 1 januari van het jaar volgend op de definitieve sluiting van het begrotings- en boekjaar waaronder de begroting valt, door de Administratie en de Inspectie bewaard.

De bewaringsduur bedoeld in lid 1 wordt opgeschort bij een vordering voor een rechtbank of de administratie totdat alle beroepsmiddelen uitgedoofd zijn.

Titel II. — Algemene beginselen**Art. 5.** De begunstigde:

1° voldoet aan de bepalingen van het Wetboek van Economisch Recht op de boekhouding en, in het bijzonder, aan het koninklijk besluit van 21 oktober 2018 tot uitvoering van de artikelen III.82 tot en met III.95 van het Wetboek van Economisch Recht, in het bijzonder door de organisatie van een boekhouding die aangepast is aan de aard en de omvang van haar activiteiten en die voldoet aan de specifieke wettelijke bepalingen die op haar van toepassing zijn;

2° voorziet in de onverwijfde, getrouwe en volledige registratie van al zijn verrichtingen, in volgorde van datums en ondersteund door een gedateerd, genummerd en leesbaar verantwoordingsstuk;

3° hanteert een systeem van gescheiden boekhoudingen voor elke activiteit in geval van afzonderlijke activiteiten;

4° zorgt ervoor dat de boekhoudkundige bescheiden gedurende een bepaalde periode worden bewaard in overeenstemming met de specifieke wettelijke bepalingen die op haar van toepassing zijn;

5° neemt de reglementering inzake overheidsopdrachten in acht;

6° neemt de reglementering inzake staatssteun in acht;

7° neemt de beginselen inzake zorgvuldig financieel beheer in acht, met name inzake zuinigheid en de verhouding tussen kosten en efficiëntie;

8° neemt de algemene en specifieke reglementeringen in acht tot organisatie van de subsidie(s) die hij geniet;

9° waarborgt de afwezigheid van elk belangenconflict;

10° waarborgt de afwezigheid van overlappende subsidies, van publieke of private oorsprong.

Een goed dat geheel of ten dele in zijn financiering voorziet uit publieke middelen kan niet het voorwerp uitmaken van een gift, een verkoop, een pachtovereenkomst of een terbeschikkingstelling zonder voorafgaande instemming van de Minister, die daar de grenzen en voorwaarden voor vast kan stellen.

Art. 6. De bewijslast voor de inachtneming van de bepalingen van de artikelen 5, 7 en 8, van artikel 9, lid 1, en van de artikelen 12, 16, 30 en 31 is voor rekening van de begunstigde.

De begunstigde is verantwoordelijk voor de uitvoering van de procedures waarmee wordt nagegaan of hij de regels bedoeld in lid 1 in acht neemt.

Bij een controle is het de begunstigde die dient aan te tonen dat hij dergelijke procedures uitgevoerd heeft en dat hij het toezicht op de naleving van die procedures door zijn werknemers op zich neemt.

Bij niet-inachtneming van één of meerdere principes bedoeld in lid 1 eist de Administratie de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de betrokken subsidie.

Art. 7. In aanmerking komend voor subsidiëring zijn uitsluitend de uitgaven:

1° die rechtstreeks verband houden met de actie waarvoor de subsidie is toegekend;

2° die de werkelijke kosten van de gesubsidieerde actie niet overschrijden;

3° waarvan elke terugvordering in verband met de gesubsidieerde actie afgetrokken is;

4° die betrekking hebben op de periode gedekt door de subsidie;

5° die het voorwerp (zullen) uitmaken van een betaling door de begunstigde.

Art. 8. De uitgaven die in het kader van de subsidie overgenomen worden hebben betrekking op :

1° personeelskosten;

2° kosten van externe prestaties;

3° werkingskosten;

4° investeringskosten in verhouding tot het bedrag dat overeenstemt met de jaarlijkse afschrijvingswaarde, vastgesteld overeenkomstig de fiscale wetgeving, tenzij de Administratie dit rechtvaardigt met een kortere levensduur.

Voor elke categorie bedoeld in lid 1 worden de in aanmerking komende kosten beperkend omschreven in Titel III van dit besluit.

Uitgaven van uitzonderlijke aard mogen alleen met voorafgaande toestemming van de Administratie worden gedekt.

Elke aanvraag tot voorafgaande instemming in verband met een uitgave wordt minstens één maand voor vastlegging van de uitgave ingediend. Zonder beslissing van de Administratie binnen de dertig dagen wordt de uitgave goedgekeurd geacht.

Art. 9. Wanneer de begunstigde meerdere acties voert, bepaalt hij voor elke actie, volgens een berekeningsmethode die aan objectieve en behoorlijk verantwoorde criteria voldoet, het percentage van toerekening op:

- personeelskosten;

- externe prestaties;

- werkingskosten volgens de aard ervan;

- elk investeringsgoed.

De objectieve criteria verwoord in lid 1 kunnen door de Minister nader bepaald worden.

De begunstigde zendt de verdeelsleutels samen met de documenten die nodig zijn voor de vereffening van het saldo van subsidiëring ervan toe.

De Inspectie gaat na, of de verdeelsleutels, toegepast op elke uitgavencategorie, relevant is en past een andere toe die zij in voorkomend geval behoorlijk verantwoord acht.

Art. 10. Elke uitgave dient door een stuk te worden verantwoord.

Het stuk dient volledig leesbaar te zijn zodat met name volgende gegevens duidelijk worden :

1° datum;

2° nummer;

3° de personalia van de leverancier of prestatieverstrekker;

4° voorwerp;

5° bedrag.

Wanneer bovenstaande gegevens onvolledig zijn in een boekhoudstuk om voldoende aan te kunnen tonen welk verband er tussen de uitgave en de gesubsidieerde activiteit bestaat, dient het stuk vervolledigd te worden met aanvullende stavingsstukken.

Wanneer lonen ter subsidie worden aangeboden, is het afschrift van de individuele jaarrekening inclusief werkgeversbijdragen dat door een sociaal secretariaat is afgegeven, geldig als bewijsstuk.

Er wordt door de begunstigde een algemene afschrijvingstabel opgesteld en bewaard voor zijn gezamenlijke, subsidiegerelateerde investeringsgoederen.

De boekhoudstukken en -nummers worden opgenomen in een lijst, die de vorm aanneemt van een aan de Administratie over te maken tabel waarin, in voorkomend geval, de nadere regels, bepaald in de specifieke reglementering die de subsidie organiseert, in acht worden genomen.

Om de controle mogelijk te maken, wordt het origineel van elk ondersteunend bewijs bewaard en op eenvoudig verzoek ter beschikking gesteld van de Administratie en de Inspectie.

Titel III. — In aanmerking komende uitgaven

HOOFDSTUK I. — Personeelskosten

Art. 11. In aanmerking komen enkel:

- 1° de brutovergoeding van het personeelslid;
- 2° RIZIV-werkgeversbijdragen in overeenstemming met het bedrag van de brutovergoeding van het personeelslid;
- 3° de verplichte reiskosten van en naar het werk, binnen de perken van de paritaire comités en de collectieve arbeidsovereenkomsten van de betrokken sector;
- 4° de werkgeversbijdrage voor maaltijdcheques;
- 5° de extralegale voordelen voorzien bij de paritaire comités en de collectieve arbeidsovereenkomsten van de betrokken sector;
- 6° de ontslagvergoedingen in de mate waarin de Administratie ze vooraf toegelaten heeft op gemotiveerd verzoek van de begunstigde;
- 7° de kosten inzake sociaal secretariaat, arbeidsgeneeskunde en beheerskosten voor maaltijdcheques;
- 8° kosten inzake personeelsvorming.

Onder brutovergoeding van het personeelslid in de zin van het eerste lid, 1°, wordt verstaan de bezoldiging die wordt vastgesteld volgens de barema's van de paritaire commissie of de collectieve arbeidsovereenkomst van de betrokken sector en die wordt toegepast met inachtneming van de vastgestelde voorwaarden inzake taak- en kwalificatievoorwaarden, en waarvan de maandelijkse barema's met 13,92 worden vermenigvuldigd.

Onder personeelslid wordt verstaan iedere persoon, gebonden door een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Bij gebreke van een loonrooster van de intersectorale collectieve arbeidsovereenkomst of van het paritair comité meldt de begunstigde de Administratie, welke collectieve arbeidsovereenkomst of welk paritair comité dienstig zijn voor het bepalen van de lonen. Als hij naar geen enkele looninschaling verwijst, zijn de lonen die in de subsidie opgenomen worden, de lonen bepaald door collectieve arbeidsovereenkomst 329.02 Socio-culturele sector Waals Gewest.

Ondernemings-cao's gelden niet als deel uitmakend van de collectieve arbeidsovereenkomsten beoogd bij dit artikel.

In afwijking van lid 1, 1°, wordt een vermeerdering van de brutovergoeding met maximum vijftientig percent ten laste van de subsidie toegelaten.

Deze vermeerdering met vijftientig percent kan toegerekend worden op een vermeerdering van de brutovergoeding of enig ander extralegaal voordeel, met inbegrip van een bedrijfswagen, al dan niet voorzien in de paritaire comités en collectieve arbeidsovereenkomsten van de betrokken sector.

HOOFDSTUK II. — Externe prestaties

Afdeling 1. — Kosten voor onderaanneming

Art. 12. De subsidie dekt uitsluitend iedere uitgave met betrekking tot een dienstverlening die volgende samengevoegde voorwaarden vervult:

- 1° een werkelijke meerwaarde bieden aan de gesubsidieerde actie of aan de werking van de begunstigde of onontbeerlijk zijn voor de uitvoering van de actie;
- 2° in de tijd beperkt zijn;
- 3° omstandig omschreven zijn in een aantal gepresteerde uren en een kostprijs per uur.

De terugbetaling of de rechtstreekse betaling van een deel of het geheel van de lonen van werknemers ter beschikking gesteld van de begunstigde door de daadwerkelijke werkgever komt enkel in aanmerking indien het een geval betreft gemachtigd bij de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Afdeling 2. — Vrijwilligerswerk en verenigingswerk

Art. 13. De twee types onkostenvergoedingen, toegelaten in het kader van het vrijwilligerswerk, zijn de reële kosten of het forfait. De begunstigde kiest één van deze types betalingen.

De terugbetaling van de forfaitaire vergoedingen of van de werkelijke kosten is toelaatbaar ter hoogte van de maxima, vastgesteld bij de wet.

Art. 14. De vergoeding voor het verenigingswerk, bedoeld in artikel 12 van de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie is toelaatbaar ter hoogte van het maximum, vastgesteld bij voornoemde wet.

Afdeling 3. — Bestuurders

Art. 15. In het kader van de subsidie worden enkel ten laste genomen:

- 1° de kilometervergoedingen wegens dienstreiskosten, verantwoord door de actie, ter hoogte van de bedragen toegelaten door de Federale Overheidsdienst Financiën, jaarlijks herzien op 1 juli en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- 2° de premie burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor bestuurders.

HOOFDSTUK III. — *Werkingskosten*

Art. 16. Tegen hun werkelijke kostprijs worden volgende kosten in aanmerking genomen:

- 1° de huurkosten voor onroerende goederen;
- 2° de kosten voor buitengewone gebeurtenissen, mits een voorafgaande aanvraag bij de Administratie. Deze aanvraag dient vergezeld te zijn van een begrotingsraming, omstandig omschreven per post, en wordt minstens drie maanden voor de voorziene datum van genoemde gebeurtenis ingediend;
- 3° de kosten voor huur en leasing van machines, gereedschap en andere uitrustingen nodig voor de verwezenlijking van de actie;
- 4° de aankoopkosten voor klein materieel of uitrustingen, daaronder inbegrepen smartphones, waarvan de waarde kleiner is dan 1000 euro, BTW niet meegerekend;
- 5° de verzekeringskosten;
- 6° de kosten voor brandstoffen, onderhoud en herstellingen van voertuigen;
- 7° de wettelijk en daadwerkelijk door de begunstigde gedragen belastingen;
- 8° volgende kosten door in aanmerking komende stagiairs die gesubsidieerde vormingen genieten :
 - a) de onkostenvergoedingen ter hoogte van het bedrag, vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, en voor zover ze niet door Forem overgenomen worden;
 - b) de reiskosten voor zover ze niet door Forem overgenomen worden;
- 9° voor de centra voor socioprofessionele inschakeling die filières ontwikkelen voor vorming door werk, de aankopen van materiaal en grondstoffen.

In de zin van lid 1, 1°, wordt onder huurkosten voor onroerende goederen, de huurkosten verstaan, daarbij niet meegerekend de belastingen, retributies en werken ten laste van de verhuurder krachtens bijlage 7 bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2018 tot vaststelling van de standaardmodellen van huurovereenkomsten, ingaande plaatsbeschrijving, medehuurpact alsook de niet-limitatieve lijst van de huurherstellingen in uitvoering van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst, ongeacht de bewoordingen van de huurovereenkomst. Deze kosten omvatten de onderhoudskosten voor de lokalen, gas, elektriciteit, water en verwarming.

De huurgelden en de huurlasten staan in verhouding tot de geldende marktprijzen, rekening houdend met de geografische ligging en de oppervlakte van de gehuurde goederen. Enkel het deel van de huur dat overeenstemt met de marktprijs komt in aanmerking. De huurgelden of huurlasten die intern of extern geherfactureerd worden, worden geacht niet in aanmerking te komen.

Art. 17. In aanmerking voor de subsidie komen, ter hoogte van het forfaitaire totaalbedrag dat overeenstemt met vijf percent van het subsidiebedrag, volgende werkingskosten:

- 1° werkkledij en onderhoud ervan;
- 2° dienstreizen van het personeel;
- 3° kantoorbenodigdheden;
- 4° postkosten;
- 5° drukwerk en publicaties;
- 6° documentatie;
- 7° internetaansluiting;
- 8° abonnementen voor vaste en mobiele telefonie;
- 9° bijdragen gestort aan federaties;
- 10° website en reclame;
- 11° promotiemateriaal;
- 12° ontvangst en vertegenwoordiging;
- 13° beheer van bankrekeningen, met inbegrip van de kosten voor het openen van een rekening;
- 14° kosten voor in aanmerking komende stagiairs;
- 15° kantine.

De lijst van de gedekte werkingskosten wordt bewaard en ter beschikking van de Administratie en de Inspectie gesteld op eenvoudig verzoek.

In afwijking van lid 1 kan de begunstigde kiezen voor een aangifte van zijn werkelijke kosten met een maximum van tien percent van de subsidie. Als hij éénmaal deze optie heeft aangeduid, kan de begunstigde, behoudens afwijking toegestaan door de Administratie, niet meer naar het forfait terugkeren in de vijf daaropvolgende aanslagjaren.

Art. 18. Wanneer de begunstigde niet B.T.W.-plichtig is, wordt de B.T.W. in de aan het project gewijde uitgaven meegerekend.

Wanneer de begunstigde een gewone B.T.W.-plichtige is, wordt de B.T.W. niet meegerekend in de aan het project gewijde uitgaven.

Wanneer de begunstigde een gemengde of een gedeeltelijke B.T.W.-plichtige is, wordt de B.T.W. geheel of gedeeltelijk in verhouding tot de op de verwezenlijkte uitgave niet-terugvorderbare B.T.W. in de aan het project gewijde uitgaven meegerekend.

HOOFDSTUK IV. — *Investeringskosten*

Art. 19. Voor de subsidie komt in aanmerking, mits voorafgaande instemming van de Administratie en tegen de voorwaarden die zij bij deze gelegenheid vaststelt, het bedrag van de afschrijvingen en de financiële lasten voor de aankopen van onroerende goederen, de inrichtingen aan de binnen- of buitenstructuur, de renovaties en de herstellingen nodig voor de gesubsidieerde actie.

Art. 20. Voor de subsidie komen in aanmerking, in verhouding tot toewijzing ervan aan de gesubsidieerde actie :

- 1° het bedrag van de afschrijving en de financiële lasten voor de aankoop van nieuwe of occasiedienstwagens;
- 2° het bedrag van de afschrijving en de financiële lasten voor de aankoop van nieuwe of occasiebedrijfswagens.

Betreffende de dienstvoertuigen bedoeld in lid 1, 1°, wordt het gebruik ervan opgetekend in een rittenboek waarin de verplaatsingen en de dienovereenkomstige dienststopdrachten omstandig genoteerd worden. De kilometerstand van het voertuig wordt bij aanvang van elk kalenderjaar opgegeven. De beoogde voertuigen worden geenszins voor privé-doeleinden gebruikt.

Betreffende de aankoop van bedrijfswagens, als bedoeld in lid 1, 2°, wordt dit voordeel van alle aard via fiscale fiche 281 door de begunstigde aangegeven of hij vraagt een financiële bijdrage van zijn werknemer in de voertuigkosten.

De aankoop van occasievoertuigen wordt tegen een aankoopprijs verricht die overeenstemt met de marktwaarde.

Art. 21. Komt eveneens, in verhouding tot de toerekening op de gesubsidieerde actie, in aanmerking het bedrag van de afschrijving en de financiële lasten voor de aankoop van nieuwe of tweedehands duurzame goederen met een bedrag hoger dan 1.000, BTW niet meegerekend.

De aankoop van tweedehands materieel wordt tegen een aankoopprijs verricht die overeenstemt met de marktwaarde.

Art. 22. In geval van verlies, diefstal of breuk van een goed bedoeld in artikel 20, niet gedekt door een verzekering of een derde, wordt het overblijvend saldo van de afschrijvingskosten door de subsidie overgenomen. Een aangifte van diefstal of verlies wordt op verzoek van de Administratie of de Inspectie opgesteld en overgelegd door de begunstigde.

HOOFDSTUK V. — *Redelijke winst en toegewezen middelen*

Art. 23. § 1. Indien het resultaat van het boekjaar positief is, mag de begunstigde, na vereffening van eventuele overgedragen verliezen, een redelijke winst op de passiefzijde van de balans reserveren in beperkte middelen om bij te dragen tot de uitvoering van de gesubsidieerde actie. Het eventuele saldo zal in mindering worden gebracht op de volgende subsidiebetalingen.

De in lid 1 bedoelde redelijke winst mag niet meer bedragen dan drie procent van het bedrag van de subsidie en is gelijk aan of kleiner dan het resultaat van het boekjaar.

Indien het bedrag van de subsidiabele uitgaven lager is dan het theoretische bedrag van de subsidie, komt het in lid 1 bedoelde saldo overeen met het saldo, verminderd met het niet-subsidiabele deel, van de theoretische subsidie.

§ 2. Indien het resultaat van het boekjaar niet positief is en het bedrag van de subsidiabele uitgaven lager is dan het theoretische bedrag van de subsidie, wordt, in afwijking van de artikelen 7 en 8, het bedrag van de subsidiabele uitgaven verhoogd met een maximumbedrag van drie procent van het theoretische subsidiebedrag en is dit bedrag gelijk aan het verschil tussen het theoretische bedrag van de subsidie en het bedrag van de subsidiabele uitgaven. Dit bedrag wordt overgedragen naar jaar N+1 en toegewezen aan de uitgaven of in de reserve geplaatst in jaar N+1, om bij te dragen tot de uitvoering van de gesubsidieerde actie.

§ 3. Het gedeelte van de theoretische subsidie dat niet gerechtvaardigd is, zal in mindering worden gebracht op de volgende stortingen.

In geval van ontbinding van de begunstigde worden de in de leden 1 en 2 bedoelde toegewezen middelen teruggegeven aan de subsidieverlenende overheid.

§ 4. In afwijking van lid 1 wordt, indien de begunstigde bewijst dat het resultaat van zijn boekjaar niet of slechts gedeeltelijk het resultaat van de subsidie is, het saldo, zoals vermeld, naar evenredigheid van het bedrag van de subsidie afgetrokken.

Titel IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

In afwijking van lid 1 wordt de inwerkingtreding van artikel 17 op 1 januari 2020 vastgesteld. De in artikel 17 bedoelde uitgaven blijven derhalve subsidiabel tot 1 januari 2020

Art. 25. Dit besluit is van toepassing op de uitgaven die te rekenen van 1 juli 2019 worden gedaan

Art. 26. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2019

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12410]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale relatif au transport commercial d'animaux

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et modifiant les Directives 64/432/CEE et 93/119/CE et le Règlement (CE) n° 1255/97, en particulier les articles 10, 11, 13 alinéa 1^{er}, 17 alinéa 2, et 18;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en particulier l'article 13;

Vu l'arrêté royal du 14 février 2007 concernant le transport commercial d'animaux autres que les animaux agricoles ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12410]

25 APRIL 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het commercieel vervoer van dieren

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1/2005 van de Raad van 22 december 2004 inzake de bescherming van dieren tijdens het vervoer en daarmee samenhangende activiteiten en tot wijziging van de Richtlijnen 64/432/EEG en 93/119/EG en van Verordening (EG) nr. 1255/97, inzonderheid 10, 11, 13, lid 1, 17, lid 2, en 18.

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, inzonderheid artikel 13;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 2007 betreffende het commercieel vervoer van dieren andere dan landbouwhuisdieren;